



Direction
Départementale
de l'Équipement

Jura

PLAN DE PREVENTION DE RISQUES NATURELS

VU PAR LE PREFET

pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour

Lons-le-Saunier, le 29 NOV. 1996

LE PREFET,

Pour le Préfet,
et par délégation,
l'Attaché Chef de Bureau,


Michèle GRÉA

POLIGNY SUD

BRERY - DOMBLANS - FRONTENAY MIERY - PASSENANS - SAINT LOTHAIN

dossier d'approbation avril 1996

2 Règlement

**COMMUNES DE
BRERY, DOMBLANS, FRONTENAY, MIERY, PASSEANANS ET ST LOTHAIN
(POLIGNY SUD)**

DELIMITATION D'UN PLAN DE PREVENTION DE RISQUES NATURELS

REGLEMENT

annexé à l'arrêté préfectoral du **29 NOV. 1998**

Article 1

En zone I, tous travaux soumis au régime juridique des autorisations d'occupation du sol du code de l'urbanisme et visant à la création de nouvelles surfaces bâties, à l'augmentation de surfaces habitables de bâtiments existants ou à la transformation de locaux pour les rendre habitables, sont interdits.

Cette disposition est applicable aux lotissements dans les cas prévus à l'article R 315.28, alinéa 2 du code de l'urbanisme et aux constructions et installations prévues dans les aménagements de terrains de camping et de caravannage dans les cas prévus à l'article R 443.7.3, alinéa 3 dudit code.

En zone II, les travaux ayant pour conséquence la création de nouvelles surfaces bâties ou la transformation de bâtiments existants pour les rendre habitables, ou plus généralement utilisables, lorsqu'ils sont de nature à affecter le sol, la pente naturelle du terrain ou le système d'écoulement naturel des eaux ou de remettre en cause les équilibres des terrains avoisinants (inondations, projections de risque,...) devront faire l'objet d'études préalables concluant à la faisabilité et à la stabilité du projet.

En zone III, aucune condition relevant de la prévention des risques naturels n'est imposée.

Il est rappelé que seule est prise en compte la nature du risque et non son origine.

Article 2

Les travaux soumis ou non au régime juridique des autorisations d'occupation du sol, doivent être réalisés selon les règles de l'art, en particulier du code de la construction.

En cas de non respect de ces règles, les maîtres d'ouvrage s'exposent aux sanctions prévues par les articles L 152.1 et suivants du code de la construction. Ils peuvent demander le contrôle technique prévu par l'article L 111.23 de ce code.

Article 3

Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'exercice par le maire des pouvoirs de police qu'il détient, en particulier des articles L 2212.1 et L 2212.2 du code général des collectivités territoriales, et notamment en matière de maintien du boisement dans les zones sensibles.

Recommandations

De façon générale, il est recommandé au maître d'ouvrage, avant la réalisation d'une construction, de s'entourer des conseils nécessaires à la prise en compte des contraintes géologiques du secteur ou de la zone dans laquelle se situe le projet, en faisant effectuer une étude géotechnique préalable.